

ques ne font que fournir un service, le gouvernement s'intéresse fortement au domaine bancaire. Comme je le disais tantôt, la Banque d'expansion industrielle fournit des fonds à certaines fins industrielles.

Aussi, le gouvernement ontarien s'est-il intéressé au tourisme et a-t-il consenti des prêts importants dans ce secteur. Ces prêts ont permis à certains emprunteurs de lancer une entreprise, et ont aussi profité à une industrie très négligée jusqu'ici, au Canada, et qui ne pouvait pas se développer sans financement. On avait besoin de cet argent pour construire des installations qui manquaient dans certaines régions.

Il faut aussi se rappeler que lorsque le gouvernement accorde des subventions en vertu du programme du MEER, c'est à des industries qui peuvent être d'importance secondaire. Encore une fois, le gouvernement s'est lancé dans le domaine bancaire, pour ainsi dire. Je ne suis pas vraiment surpris que certains de ces projets échouent; et je ne m'en inquiète pas tellement. Il est souhaitable d'établir des industries dans certaines régions. Certaines entreprises ont désespérément besoin d'aide et après avoir essayé le refus d'une banque, elles s'adressent au gouvernement. Voilà pourquoi je dis que le gouvernement s'est lancé dans le domaine bancaire. Les députés doivent donc étudier attentivement le bill dont ils sont saisis.

Il nous faut examiner tout le système bancaire si nous voulons connaître les effets qu'il exerce sur l'expansion industrielle au Canada. Je ne prise pas particulièrement l'établissement d'une banque qui continuerait simplement d'appliquer les anciennes méthodes instituées par les banques à charte puisqu'elles se sont révélées tout à fait inefficaces dans bien des secteurs au pays. A mon avis, il est absurde de parler d'une banque ethnique, d'en proclamer la nécessité dans une région quelconque et d'insinuer qu'elle s'impose à Toronto. Si quelque prétendu emprunteur ethnique répondait aux conditions légitimes imposées par cette banque il serait accepté, j'en suis sûr, par toute autre banque.

• (1730)

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, il me fait plaisir d'avoir l'occasion de dire quelques mots sur l'établissement de la Banque Unie du Canada, dont il est question dans le bill C-164.

Monsieur le président, nous ne sommes pas exactement opposés à la fondation d'une nouvelle banque, mais nous voulons dire ce que nous en pensons, car nous prétendons que les banques ne remplissent pas exactement leur rôle dans l'économie.

Les banques sont nécessaires dans notre système. Elles doivent veiller au bon fonctionnement de notre économie, et non l'entraver. Quand l'économie ne marche pas, les banques y sont pour quelque chose. Quand l'économie marche, c'est qu'avec le système bancaire actuel, on progresse ou on se développe pour autant qu'on contracte des dettes.

Les Canadiens ont besoin d'une finance saine et efficace, et c'est pour cette raison que nous parlons de banques. Nous ne voulons pas démolir le système financier, ni ne disons qu'il est entièrement mauvais, mais il faut l'améliorer.

Pourquoi critiquons-nous le système financier actuel? C'est qu'il est la racine du mal et ne remplit pas réellement son rôle, qui est de financer la production des biens susceptibles de satisfaire aux besoins des gens et de financer la distribution de ces biens.

Voilà un des rôles que la banque doit jouer, et nous allons prouver que le système financier ne satisfait pas à tous les besoins au Canada, selon les faits, les besoins et les réalités de notre économie.

Si le système financier faisait cela, il remplirait son rôle, mais nous pouvons dire avec certitude qu'il ne le fait pas. Et il est facile de dire qu'il ne le fait pas, parce que nous constatons que la population réclame des biens publics et privés qui sont parfaitement réalisables, physiquement, mais qui restent dans le néant parce que le système financier ne finance pas leur production.

De plus, des biens sont offerts à la population, qui en a besoin, mais les familles ne peuvent se les procurer parce que le système financier ne finance pas la consommation, dans son ensemble. Voilà des faits indéniables.

Le crédit financier tire sa valeur, monsieur le président, des crédits réels, c'est-à-dire de la capacité de production du pays. Le dollar, sous n'importe quelle forme, n'a de valeur que parce que la production du pays peut fournir des produits pour y répondre. On peut bien appeler cette capacité de produire «crédit réel», parce qu'elle constitue un facteur réel de la confiance. C'est le crédit réel d'un pays, sa capacité de production qui fait qu'on a confiance de pouvoir vivre dans un pays.

Il existe deux sortes de crédit: le crédit réel et le crédit financier. A qui appartient le crédit financier? A sa source, le crédit financier appartient à la collectivité, au même titre que le crédit réel, d'où il tire sa valeur. Il s'agit d'un bien communautaire dont doivent bénéficier, d'une manière ou d'une autre, tous les membres de la communauté.

Comme le crédit réel, le crédit financier est, par sa nature même, un crédit social. L'utilisation de ces biens communautaires ne doit pas être soumise à des conditions qui entravent la capacité de production ou qui détournent la production de sa fin propre: servir les besoins humains. Il s'agit de besoins d'ordre privé et d'ordre public, selon l'ordre de leur urgence. Il faut voir à la satisfaction des besoins essentiels de tous, avant de s'occuper des demandes de luxe de quelques-uns.

Donc, les banques à charte, à cause de leur nature, de leurs prérogatives, de leur droit souverain d'émettre des crédits en grande quantité, répondent à la demande de l'ordre public, parce que prêter en créant des dettes, c'est grever tout développement, étant donné que les conditions des prêts sont de nature à déposséder les citoyens de tous leurs biens, tant publics que privés.

Il est évident qu'il nous faut un système financier qui se plie au réel et non pas qui le violente, un système financier qui reflète les faits et non pas qui les contredit. Il nous faut un système financier qui distribue et non qui rationne.

Monsieur le président, le système financier actuel—et dans plusieurs secteurs—rationne l'économie, le développement. Il nous faut un système financier qui sert et non qui avilisse. Notre présent système bancaire endette, rationne et empêche les développements possibles, paralyse l'économie. Il est inconcevable de maintenir un tel système financier.

Une banque de plus ou de moins, monsieur le président, cela ne changera pas grand-chose à la situation. Une banque de plus ou de moins n'émettra pas des crédits de plus au bénéfice de la population. Il s'agira de crédits sous forme de dettes, d'émissions de crédits, pour autant que ce seront des dettes tant publiques que privées.

Les banques, les compagnies, les gouvernements eux-mêmes, bref, toutes les institutions ou corporations ne